



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Jérôme SINOT - 06 07 58 44 97

Rentrée du ministre : des annonces... et des silences assourdissants

A quelques jours de la rentrée scolaire, le ministre s'est plié à la traditionnelle conférence de presse.

A cette occasion, JM Blanquer s'est borné à détailler les nouveautés de la rentrée, sans concertation depuis son arrivée en juin 2017. Elles mettent en musique le programme d'Emmanuel Macron pour l'Ecole : dérégulation du rythme scolaire avec le retour partiel de la semaine de 4 jours, dédoublement des classes de CP en éducation prioritaire, abandon d'une partie de la réforme Collège...

Il a surtout martelé son slogan d'une Ecole de la confiance, entre adultes et entre adultes et élèves. Pour la CGT Educ'action, il ne peut y avoir de confiance en un ministre qui instaure unilatéralement des mesures néfastes pour l'Ecole.

La CGT Educ'action ne peut approuver une politique qui « *dénationalise* » l'Education nationale, en cassant le cadre national du temps de classe et de travail, en promouvant la concurrence et la compétition entre établissements scolaires, et en donnant un maximum d'autonomie et de pouvoir aux chefs d'établissement et aux collectivités territoriales.

En revanche, la CGT Educ'action n'a rien entendu ce mardi 29 août, sur les projets à venir d'évaluation des personnels et de leur recrutement décentralisé, sur la réforme du bac, sur la réforme annoncée de l'enseignement professionnel, sur la remise en cause des libertés pédagogiques des personnels. Autant de sujets sensibles et potentiellement conflictuels, esquissés à longueur d'interview du ministre, qui se révèlent dangereux à expliciter au moment où le gouvernement tente de reprendre la main avant d'annoncer la casse du code du travail.

La CGT Educ'action n'a rien entendu de concret sur le chiffrage de l'augmentation annoncée par le ministre du budget de l'Education. Le ministre n'a rien dit non plus sur des mesures prises par son gouvernement sur la suppression d'une partie des emplois aidés qui va perturber le fonctionnement des écoles et des établissements, sur la remise en cause de l'application du PPCR et rien sur le rétablissement du jour de carence, sur le gel des salaires et des postes qui vont pénaliser les personnels et leur travail au moins pour l'année 2018...

Les premières mesures et les projets vont indiscutablement dans le sens d'une Ecole où le libéralisme, la culture de la concurrence et l'évaluation excessive vont être renforcés et où le scientisme va être mis en avant au détriment des libertés pédagogiques.

Face à cette tentative de casse de l'Education nationale et face à une orientation idéologique très éloignée de celle que nous portons pour une Ecole émancipatrice, **la CGT Educ'action appelle tous les personnels à se mobiliser dès le 12 septembre contre une politique gouvernementale de casse des acquis sociaux.**

Montreuil, le 31 août 2017